



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITÉ DES PRODUITS

Soixante-huitième session

Rome, 14 – 16 juin 2010

INCIDENCES DE LA CRISE FINANCIÈRE SUR LES MARCHÉS DE PRODUITS AGRICOLES

I. Introduction

1. À la fin de 2008, tandis que les cours internationaux des produits alimentaires et de l'énergie continuaient de chuter, une lueur d'optimisme poussait à croire que les pays en développement seraient épargnés par la crise et la récession naissantes dans les économies les plus avancées. Au printemps 2009, pourtant, les organisations internationales ont revu nettement à la baisse leurs prévisions de croissance économique dans toutes les régions du monde, y compris dans les pays en développement. Au moment de la soixante-septième session du Comité des produits (avril 2009), la crise financière et la récession avaient gagné l'ensemble des pays du monde, suscitant de fortes inquiétudes. Le Comité a donc demandé que lui soient présentés à sa session suivante une évaluation et un suivi de la situation. Le présent document, qui résume et actualise les analyses présentées dans l'édition de 2009 de *L'État de l'insécurité dans le monde: Crises économiques – répercussions et enseignements*, vise à encourager une réflexion entre les Membres sur les diverses répercussions de la crise financière et de la récession. Tout nouvel élément concernant cette question sera présenté lors de la session.

II. La crise actuelle est différente des précédentes

2. En avril 2010, dans *Perspectives de l'économie mondiale*, le Fonds monétaire international (FMI) annonçait la fin, mi-2009, de la période de récession, et notait qu'après un recul de 0,6 pour cent en 2009, la reprise mondiale avait été plus forte que prévu, mais qu'elle demeurerait fragile car les taux de chômage restaient élevés, les déficits budgétaires, considérables dans certains pays clés, et les financements internationaux, rares. Le ralentissement de la croissance s'est cependant traduit par des baisses substantielles de revenus. Ainsi, pendant la

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

« Grande Récession », les pays en développement qui affichaient avant la crise une croissance annuelle supérieure à 6 pour cent ont vu celle-ci reculer de seulement 2,4 pour cent, selon les estimations.

3. Les pays en développement ont déjà subi de nombreuses crises, mais la récente tourmente économique se distingue des précédentes à trois égards. Premièrement, elle a frappé simultanément de vastes régions du monde, et les mécanismes traditionnels d'adaptation, aux niveaux national et infranational, risquent d'être moins efficaces que par le passé: les crises tendaient précédemment à se confiner à certains pays, voire à plusieurs pays d'une région donnée. Pour faire face, les pays en développement ont tendance à recourir à de fortes dévaluations pour absorber les chocs macroéconomiques, et le transfert de fonds (envoi d'argent par des parents travaillant dans d'autres régions ou des pays étrangers) représente normalement un important mécanisme d'adaptation, notamment pour les ménages les plus pauvres. Or, pendant la crise de 2009, les transferts ont considérablement diminué dans de nombreux pays. De plus, les dépréciations du taux de change réel ont une portée plus limitée lorsque la crise touche le monde entier: les pays en développement ne peuvent pas tous déprécier leur monnaie en même temps, car si certaines se déprécient, d'autres prennent comparativement de la valeur. De fait, les pays en développement ont eu une marge de manœuvre d'autant plus limitée pour s'adapter à une situation économique qui évoluait rapidement. Cela étant, de manière générale, ils n'ont pas été aussi durement frappés par la crise que les pays développés, et certains d'entre eux ont même été les premiers à sortir de la récession et assumer un rôle de moteur de la croissance mondiale.

4. La deuxième différence majeure, c'est que la crise économique a éclaté juste après les crises alimentaire et énergétique de 2006–08. Bien qu'ayant fortement baissé à la veille de la crise financière, les cours internationaux des denrées alimentaires restaient élevés par rapport à ceux d'avant la crise alimentaire. Les liens croissants entre les prix des denrées alimentaires et ceux de l'énergie, du point de vue de l'offre et de la demande sur la production agricole, ne sont certainement pas étrangers à cet état de fait. Les prix de l'énergie restent aujourd'hui bien plus élevés que les moyennes historiques. Sur les marchés nationaux, les cours des denrées alimentaires ont baissé plus lentement, en partie parce que le cours du dollar, qui sert à exprimer les prix de la plupart des produits d'importation, a augmenté pendant quelque temps, mais plus encore en raison des délais de transmission des prix des marchés mondiaux aux marchés intérieurs. Même si les prix des produits alimentaires retrouvent leurs niveaux précédents sur les marchés intérieurs, plusieurs mois (voire plusieurs années) de prix anormalement élevés des carburants et des denrées alimentaires ont poussé les mécanismes de survie de nombreux ménages pauvres jusqu'à leur extrême limite, au point que ces derniers ont été contraints de puiser dans leurs actifs (financiers, physiques ou humains) pour éviter, sans toujours y réussir, un recul important de leur consommation. En règle générale, ce sont les plus pauvres parmi les pauvres, notamment ceux qui sont dépourvus de terres, qui sont les plus touchés par les hausses de prix des denrées alimentaires. Et si, globalement, les disponibilités alimentaires mondiales étaient relativement satisfaisantes en 2008, 2009 et 2010, la hausse des prix, la chute des revenus et le chômage ont fortement compromis l'accès des populations défavorisées à la nourriture. Dans de nombreux pays, la crise a eu autant de répercussions du point de vue de la répartition économique que de celui de la croissance, ralentie, voire négative. En tout état de cause, dans les pays développés comme dans ceux en développement, ce sont les pauvres qui ont le plus souffert de la situation.

5. Dernière différence de taille, plus les pays sont intégrés, sur les plans financier et commercial, dans l'économie mondiale, et plus ils sont exposés aux chocs sur les marchés internationaux. Les figures 1a et 1b montrent qu'au cours de la période 2000-2007, les transferts de fonds, exprimés en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), étaient près de 50 pour cent plus élevés que dans les années 1990, et que les investissements étrangers directs (c'est-à-dire les prises de participation étrangères dans les actifs productifs - usines, mines et terres, entre autres) et les exportations ont fortement augmenté.

Figure 1a. Intégration commerciale et financière croissante dans les pays en développement: exportations de biens et de services (en pourcentage du PIB) dans les pays à faibles revenus.

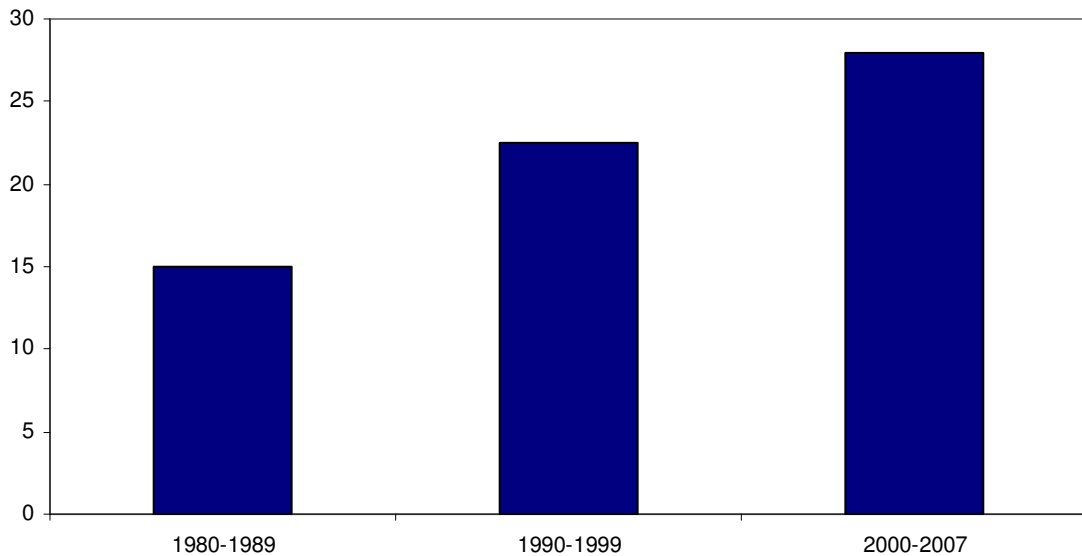
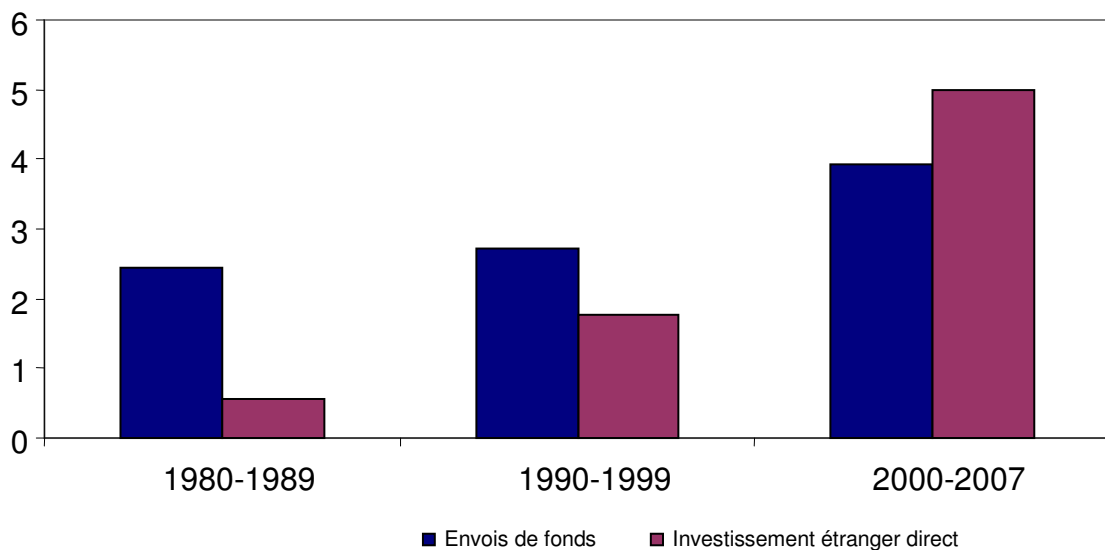


Figure 1b. Envois de fonds par les travailleurs migrants et investissement étranger direct (en pourcentage du PIB) dans les pays à faible revenu



III. La crise économique a gagné le secteur agricole des pays en développement

6. Les crises économiques peuvent avoir de graves répercussions sur les niveaux de pauvreté et les revenus et, par voie de conséquence, sur la sécurité alimentaire. Dans une analyse portant sur six pays en développement, la FAO a constaté qu'après la crise du peso mexicain (1995) et la crise asiatique (1997-98), les taux de pauvreté avaient connu des augmentations allant jusqu'à 24 points de pourcentage (par exemple en passant de 35 à 59 pour cent), avec une moyenne de 12 pour cent. Les pays touchés ont mis entre cinq et huit ans pour voir la pauvreté reculer jusqu'aux niveaux d'avant la crise. De plus, l'intégration croissante de l'économie mondiale favorise la propagation des crises d'un pays ou d'une région à l'autre. Ainsi, à l'issue de la crise

asiatique de 1997-98, 12 des 17 principales économies d'Amérique latine ont vu leur PIB chuter, de 5,4 pour cent, en moyenne, en valeur réelle par habitant; cinq ans se sont écoulés, en moyenne, avant qu'elles ne retrouvent les taux d'avant la crise. Le chômage a augmenté dans 15 pays sur 17, avec une moyenne de 4 points de pourcentage, et 8 années ont été nécessaires, en moyenne, pour qu'ils retrouvent les taux d'emploi d'avant crise.

7. Les pays dont la balance des paiements courants présente d'importants déficits et dont le commerce est soumis à des fluctuations préjudiciables sont les plus vulnérables. La gravité des crises économiques qui les touchent, et dont les facteurs sont exogènes, dépend de leur degré d'intégration dans les marchés internationaux de biens et de services, y compris les produits financiers. Les pays qui affichent de gros déficits courants et qui disposent de faibles réserves en devises étrangères sont particulièrement exposés aux risques, parce que ces déficits sont financés par des rentrées de capitaux publics et privés tels que l'investissement étranger direct, les envois de fonds, l'aide étrangère et l'emprunt. Or, ces rentrées de capitaux peuvent cesser brutalement. En 2008, les 17 économies les plus importantes d'Amérique latine ont reçu 89 milliards d'USD, soit la moitié du montant reçu en 2007 (184 milliards d'USD). Une réduction des rentrées de capitaux entraîne généralement un recul de la consommation. Pour certains pays à faible revenu et à déficit vivrier, ajuster la consommation signifie réduire des importations de denrées alimentaires vitales et d'articles sanitaires comme du matériel médical et des médicaments.

8. Le commerce des produits de base étant crucial pour de nombreux pays à faible revenu et à déficit vivrier, les fluctuations des termes de l'échange peuvent créer de graves difficultés. En effet, tandis que la crise économique s'installait dans la durée, les cours mondiaux des produits de base se sont effondrés. Le recul affectant les métaux, les carburants et les engrais a été à cet égard particulièrement impressionnant. Les cours mondiaux des produits alimentaires ont aussi baissé, mais dans une moindre mesure. Les cours mondiaux des boissons (cacao, café, thé) ont augmenté par rapport à ceux des produits alimentaires, chutant moins que l'indice des prix des aliments. On appelle ces variations entre prix relatifs des variations des termes de l'échange, qui est la relation entre les prix auxquels un pays vend ses exportations et ceux auxquels il les importe.

9. Même si les prix des métaux et de l'énergie ont plongé, les indices des prix du FMI pour ces deux catégories étaient, au quatrième trimestre 2009 et par comparaison à l'indice des prix des aliments de la FAO, toujours nettement supérieurs à leur valeur moyenne enregistrée entre 1992 et 2003 (de 47 à 109 pour cent respectivement – voir la figure 2). Si, à l'évidence, le recul des prix a affecté les exportateurs de pétrole et de métaux, il s'est néanmoins produit après un pic historique. Dans la mesure où les pays exportateurs de métaux et d'énergie ont adopté une gestion macroéconomique prudente en économisant certaines de leurs recettes ponctuelles et en augmentant leurs réserves de devises, l'impact du fléchissement récent des prix peut être atténué.

10. Le rapport entre les prix des boissons tropicales et les prix des denrées sur les marchés mondiaux a commencé à augmenter au cours de la seconde moitié de 2008 tandis que les prix de ces denrées baissaient. Ce rapport a continué à augmenter depuis (figure 3). Ainsi, la crise continuant de faire ressentir ses effets, les termes de l'échange de plusieurs pays tributaires de leurs recettes d'exportations de boissons pour importer des denrées se sont apparemment améliorés. Le même constat s'applique au coton, bien que l'amélioration récente des termes de l'échange n'ait pas été aussi importante que pour les boissons. Par ailleurs, les termes de l'échange n'ont pas retrouvé leur niveau de 2006.

Figure 2. Les rapports entre les prix des métaux et de l'énergie et ceux des produits alimentaires sont revenus à des niveaux plus normaux : indices du FMI des prix des métaux et de l'énergie par comparaison à l'indice des prix des aliments de la FAO, 1992–2009, par trimestre.

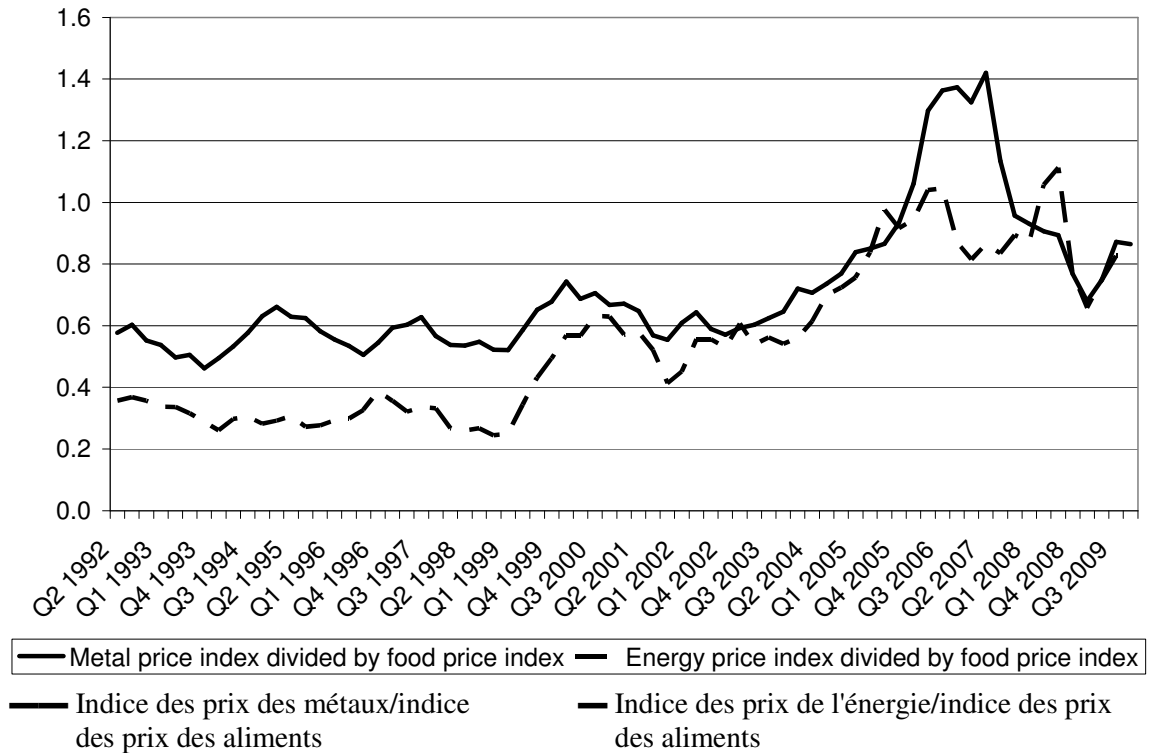
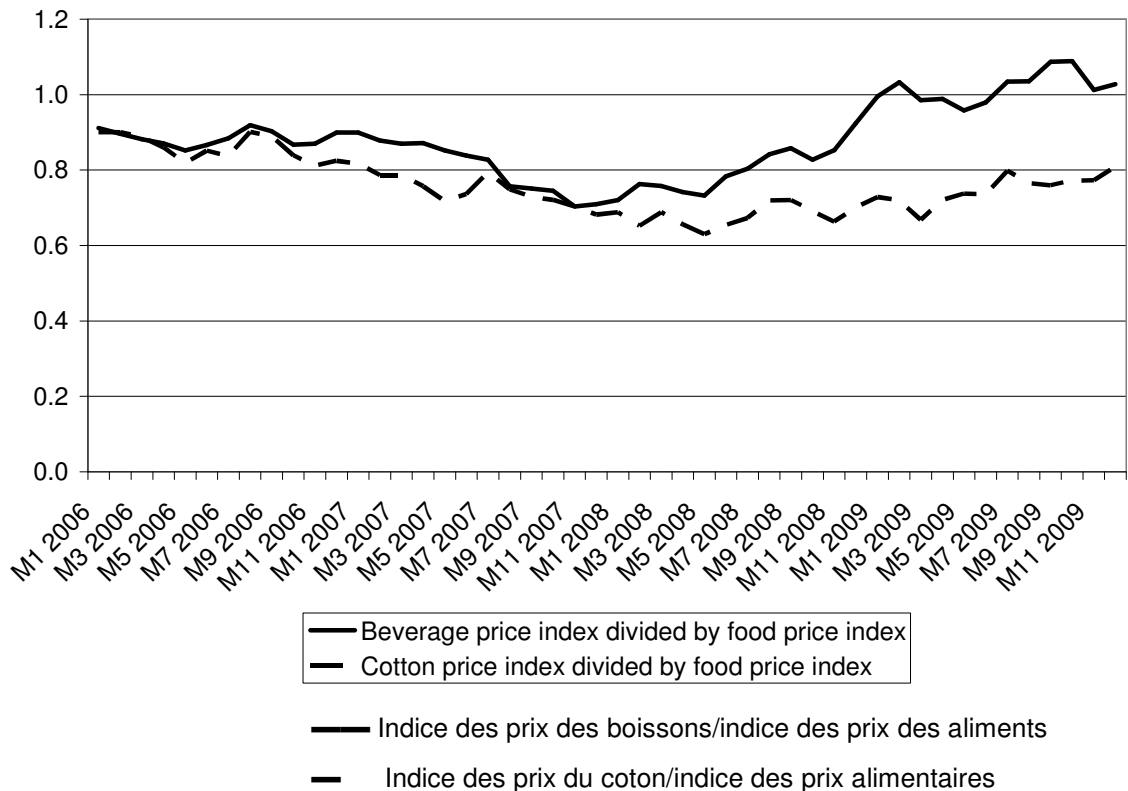


Figure 3. Évolution des termes de l'échange: indices du FMI des prix des boissons et du coton par comparaison à l'indice des prix des aliments de la FAO, janvier 2006–décembre 2009



Migration et transfert de fonds

11. Il est clair que la crise économique a entraîné une chute des transferts de fonds qui se traduira par une baisse des revenus mettant de nombreuses personnes dans des situations difficiles. Pour une grande partie de la population des pays en développement, les migrations et les transferts de fonds représentent une importante stratégie de subsistance et une source de revenus pour les membres de la famille restés dans le pays. Les envois de fonds enregistrés s'élèvent à près de 300 milliards d'USD, soit 2 pour cent du PIB total des pays en développement, mais ces envois atteignent 6 pour cent dans les pays à faible revenu (Banque mondiale, 2008). Ces chiffres sont certainement en deçà de la réalité, car tous les transferts ne passent pas par des canaux officiels et mesurables.

12. Les statistiques mondiales ne rendent pas compte du rôle que les migrations jouent pour beaucoup d'individus, de ménages, de régions et de pays. Les envois de fonds représentent par exemple la principale source de rentrées de capitaux dans les petits pays proches des couloirs de migration de l'Amérique du Nord, de l'Europe et de la Fédération de Russie. Les chiffres de la Banque mondiale pour 2007 montrent qu'au Tadjikistan, les transferts de fonds représentent 46 pour cent du PIB. Pour le Honduras et le Liban, ces chiffres sont respectivement de 25 et 24 pour cent. Dans plusieurs grands pays d'Afrique (Égypte, Éthiopie, Maroc, Nigéria et Sénégal), les envois de fonds représentent de 5 à 10 pour cent du PIB. À l'intérieur des pays, les transferts de fonds sont souvent concentrés dans certaines régions géographiques, comme au Népal.

13. La diminution des envois de fonds aura aussi une incidence plus ou moins grande sur les différents pays selon les variations des taux de change, qui pèseront tout d'abord sur les décisions concernant le montant envoyé dans le pays d'origine, et ensuite sur le pouvoir d'achat des bénéficiaires lorsque les envois de fonds sont convertis en monnaie locale. L'Europe de l'Est et l'Asie centrale, qui reçoivent une grande partie de leurs fonds de la Fédération de Russie, ont été vulnérables à la dévaluation du rouble (et au ralentissement de l'économie russe).

14. Enfin, l'incidence de cette diminution des envois de fonds sur le secteur agricole dépendra de la façon dont ces flux financiers sont utilisés pour le financement de l'agriculture et l'investissement dans le secteur. Le bilan est mitigé à cet égard : dans certains cas, les envois de fonds contribuent à la production agricole, mais dans d'autres, ils semblent en grande partie utilisés à d'autres fins.

Commerce, crédit, investissement étranger direct et aide étrangère

15. La récession qui a frappé les pays développés a eu une incidence négative sur le commerce, le crédit, l'investissement direct étranger et l'aide étrangère. En avril 2010, le FMI a estimé que le commerce mondial avait diminué de 11 pour cent en 2009. Ce recul était de 12 pour cent dans les économies avancées et d'un peu moins de 8 pour cent dans les pays en développement, dont les économies avaient été soutenues par les économies asiatiques en voie d'industrialisation. De nombreux pays en développement doivent désormais faire face à un renchérissement du coût du crédit extérieur, d'origine publique ou privée, car la prime de risque liée à l'octroi de crédits aux pays en développement a augmenté. Dans de nombreux cas, les banques rationnent les crédits et ne prêtent qu'aux emprunteurs qu'elles considèrent les plus solvables. Ces restrictions peuvent avoir une incidence négative sur le commerce international des produits et sur les petits négociants qui veulent poursuivre leurs activités. Elles peuvent également toucher les exploitants agricoles qui empruntent de l'argent pour financer les coûts de production.

16. L'investissement étranger direct tend à être fortement volatile. Il a considérablement chuté depuis le début de la crise car les sociétés privées des économies développées sont confrontées à la récession. Dans des pays comme la Gambie, la Géorgie, la Jordanie et le Liban, l'investissement étranger direct représente en moyenne plus de 10 pour cent du PIB annuel. Le FMI a estimé en avril 2010 que l'investissement étranger direct avait reculé de 40 pour cent en

2009 dans les économies en développement prises collectivement, et de 30 pour cent en Afrique subsaharienne. Ce type d'investissement concerne essentiellement les mines, l'industrie et les services et très peu l'agriculture (où il vise, dans une mesure très limitée, la transformation des produits agricoles). Néanmoins, la contraction du marché de l'emploi résultant de la récession aura des répercussions sur l'ensemble de l'économie et accélérera, dans certains cas, le retour des travailleurs urbains dans les zones rurales.

17. L'aide étrangère est la principale source de rentrée de capitaux pour certains des pays les plus pauvres. En Afrique subsaharienne, l'aide publique au développement représente souvent une proportion importante du PIB (plus de 40 pour cent au Burundi et au Libéria, par exemple). En Haïti, au Laos et au Nicaragua, cette part est supérieure à 10 pour cent. En réponse à la hausse vertigineuse des prix, l'aide publique au développement a fortement augmenté en 2008. Malheureusement, les pays donateurs ont dû faire face à des contraintes budgétaires beaucoup plus strictes en 2009. En conséquence, selon le FMI, les 71 pays les plus pauvres de la planète pâtiront d'une baisse globale de près de 25 pour cent de l'aide publique au développement. Malgré cette forte baisse, le niveau de l'aide restera toutefois supérieur à celui de 2007. Ce recul de l'aide publique au développement peut influencer sur les allocations budgétaires au secteur de l'agriculture et avoir une incidence sur les programmes visant à augmenter la productivité et les revenus des agriculteurs.

L'agriculture comme régulateur macroéconomique

18. L'incidence des crises économiques sur les secteurs d'activité n'est pas uniforme. Elle dépend de la nature de la crise, du volume d'emplois et de la structure commerciale du secteur concerné. Le secteur agricole montre cependant certaines constantes. Premièrement, dans presque tous les exemples de crises présentés au Tableau 1, le taux de croissance du secteur agricole avant et après la crise a été inférieur à celui du PIB. Deuxièmement, dans tous les cas de figure, le taux de croissance de l'agriculture est supérieur à celui du PIB pendant la crise. La croissance agricole tend donc à être plus stable que la croissance dans d'autres secteurs.

19. L'emploi agricole augmente souvent pendant une crise, comme cela a été le cas en Indonésie pendant la crise économique de 1997–98. Bien que l'emploi dans les secteurs de l'industrie et de l'électricité ait chuté respectivement de 13 et de 27 pour cent, l'emploi agricole a connu une hausse de 15,2 pour cent, ce qui a plus que compensé la baisse observée dans les autres secteurs. Les caractéristiques de l'Indonésie étaient analogues à celles d'autres pays asiatiques touchés par la crise de 1997–98. En effet, l'emploi agricole a augmenté de 9,1 pour cent en Malaisie et de 5,4 pour cent dans la République de Corée, alors qu'il diminuait dans le secteur manufacturier des deux pays.

20. Pourquoi la croissance agricole serait-elle moins affectée que la croissance dans d'autres secteurs? Premièrement, lorsque les revenus chutent, la demande de produits agricoles, notamment les denrées alimentaires, ne baisse pas proportionnellement car les individus préfèrent sacrifier d'autres biens, comme les produits ou les services industriels, pour acheter suffisamment de nourriture (ou, du moins, autant que leurs revenus leur permettent). En ce qui concerne l'offre, les secteurs non agricoles peuvent recourir au crédit d'une manière plus intensive, alors que l'agriculture, notamment si elle est dominée par les petits exploitants, est davantage autofinancée et donc moins touchée par les restrictions brutales du crédit. Cet argument est plus contestable dès qu'il s'agit de grandes fermes commerciales, pour lesquelles le crédit est un facteur crucial. Par ailleurs, le fait que des habitants des zones urbaines reviennent s'installer dans les zones rurales peut contribuer à l'augmentation de l'offre de crédits.

21. Dans de nombreux cas, les crises peuvent s'accompagner d'une dépréciation du taux de change (par exemple, le Mexique en 1995, l'Indonésie et la Thaïlande en 1997–98). Cela peut profiter à l'agriculture car ses produits sont souvent considérés comme relativement plus commercialisables que ceux du secteur des services. Mais toutes les crises économiques ne sont pas identiques. Dans la crise actuelle, l'effet bénéfique de la dépréciation du taux de change sur l'agriculture sera atténué par le ralentissement économique mondial et la baisse correspondante

des prix des produits sur les marchés mondiaux. En outre, la nature planétaire de la crise fait qu'il est peu probable que la dépréciation d'une monnaie nationale puisse être un puissant stimulant des exportations du pays concerné.

Tableau 1. Taux de croissance (en pourcentage) par principaux secteurs dans plusieurs pays avant, pendant et après la crise économique (dans les années indiquées).

Pays	Période	Taux de croissance moyen annuel par secteur (en pourcentage)				
		Agriculture	Industrie	Fabrication	Services	PIB
Argentine	5 ans avant la crise	1,8	2	1,1	3,4	2,7
	2001	1,1	-6,5	-7,4	-4	-4,4
	5 ans après la crise	3,4	7,1	6,7	3,7	4,9
Brésil	5 ans avant la crise	4,1	3,1	2,2	3,9	3
	1999	6,5	-1,9	-1,9	1,4	0,3
	5 ans après la crise	4,1	3	3,4	4,1	3
Cameroun	5 ans avant la crise	1,9	-6,1	-1,8	-7,5	-3,6
	1994	3,1	-14,4	-3,3	13,1	-2,5
	5 ans après la crise	7,5	4,7	4,3	0,2	4,6
Ghana	5 ans avant la crise	0,2	-1,5	-0,2	2,6	0,3
	1979-1983*	-1,8	-11,7	-13,8	-1,8	-3,4
	5 ans après la crise	3,5	10,6	12,6	7,7	5,9
Indonésie	5 ans avant la crise	2,5	9,2	10,3	8,5	7,1
	1998	-1,3	-14	-11,4	-16,5	-13,1
	5 ans après la crise	3	4,1	4,9	5,8	3,7
Malaisie	5 ans avant la crise	0,5	11,1	12,7	10,2	9,2
	1998	-2,8	-10,7	-13,4	-5	-7,4
	5 ans après la crise	3,4	6,1	7,5	5,2	5
Mali	5 ans avant la crise	4,2	5	4,8	2,5	3,5
	1994	6,6	-4	-3,6	-0,6	0,9
	5 ans après la crise	4,4	8,8	-3,4	4,2	5,8
Mexique	5 ans avant la crise	2,2	3,9	3,6	4	3,9
	1995	0,9	-7,8	-4,9	-6,2	-6,2
	5 ans après la crise	2	3,9	3,9	3,8	5,5
Rép. de Corée	5 ans avant la crise	1,4	8	7,7	7,2	6,9
	1998	-6,4	-8,2	-7,9	-3,9	-6,9
	5 ans après la crise	1	7,4	9,7	4,6	6,4
Thaïlande	5 ans avant la crise	0,7	9,8	10,6	7,2	6,5
	1998	-1,5	-13	-10,9	-10	-10,5
	5 ans après la crise	3,3	6,3	6,8	4	4,8

Source: calculs de la FAO sur la base des données disponibles dans les Indicateurs de développement dans le monde (Banque mondiale).

* Les années de début et de fin de crise au Ghana ne sont pas aussi précises que dans d'autres cas, mais le point bas se situe bien entre les années choisies.

IV. Quelles sont les incidences de la crise financière sur les pays en développement?

Peut-on faire confiance aux marchés internationaux des produits pour les importations alimentaires?

22. La crise alimentaire mondiale de 2006-2008 et la crise financière qui a suivi ont poussé nombre de pays à réexaminer les mérites du recours aux importations pour couvrir une part non négligeable de leur consommation alimentaire. Vu le niveau élevé des prix et leur volatilité ainsi que l'agitation sur les marchés à cette époque, les pays se sont évidemment inquiétés d'une dépendance excessive à l'égard des marchés internationaux des denrées alimentaires. Mais qu'est-ce qui caractérise une dépendance « excessive », et quels sont les avantages et les inconvénients d'une diminution de cette dépendance?

23. Tout d'abord, il faut savoir que les prix des produits alimentaires sur le marché intérieur de nombreux pays exportateurs ont également enregistré une forte hausse au cours de la crise, comme ce fut le cas pour le riz au Pakistan, en Thaïlande et au Vietnam, ou encore pour le maïs en Afrique du Sud. En d'autres termes, les importateurs ne sont pas les seuls à être vulnérable face à une augmentation des prix sur les marchés internationaux, c'est le cas de tout pays ouvert au commerce. Ensuite, des perturbations de la production agricole nationale peuvent également provoquer une augmentation des prix: une simple politique d'isolement par rapport aux marchés internationaux (autosuffisance) expose le pays à de grands risques liés aux conditions climatiques. Par conséquent, il n'y a pas de façon simple d'éliminer l'instabilité des prix sur les marchés nationaux.

24. Dans un contexte de flambée des prix à l'échelon international, il est plus simple de garantir la stabilisation des prix intérieurs lorsque les volumes importés ou exportés représentent une part relativement modeste de la consommation ou de la production parce qu'on peut alors se mettre à l'abri plus facilement grâce à des stocks d'un niveau raisonnable. Si les importations représentent 50 pour cent de la consommation, il devient difficile de mettre en œuvre une politique efficace de stabilisation qui protège d'une flambée des prix à l'échelon international. Il en va de même si les exportations représentent la moitié de la production.

25. Les mérites d'une réduction de la part des échanges dans la consommation ou la production dépendent de l'avantage comparatif du pays concerné. Si un pays dispose d'un avantage comparatif solide en matière de production de telle ou telle denrée alimentaire, la réduction de la production visant à limiter l'importance des échanges (exportations) sera contreproductive et se fera au détriment de nombreux agriculteurs. De même, lorsqu'un pays ne dispose pas d'un avantage comparatif en matière de production, réduire le volume des importations se fera aux dépens des consommateurs et, comme le SOFI 2008 l'a démontré, ce sont souvent les plus pauvres qui pâtiront le plus d'une telle politique. L'analyse des données issues des enquêtes auprès des ménages peut contribuer à déterminer quels sont les groupes les plus touchés dans un pays donné et pour un produit donné.

26. Évidemment, l'avantage comparatif n'est pas un concept statique. Si un pays ne dispose pas d'un avantage comparatif pour la production de tel ou tel produit, c'est peut-être dû à un investissement insuffisant dans la recherche agricole, les infrastructures rurales, les routes ou autres biens publics. En pareils cas, la solution la plus appropriée est d'investir plus dans l'agriculture et non pas d'imposer des restrictions commerciales. Même à court terme, avant que les investissements ne puissent porter leurs fruits, il est probable que les restrictions commerciales soient dommageables si elles entraînent une envolée des prix nationaux à des niveaux bien supérieurs à ceux des prix mondiaux sur le moyen terme car, en règle générale, une hausse des prix affecte plus gravement les plus pauvres parmi les pauvres. En outre, même s'il peut sembler raisonnable de laisser les prix nationaux s'écarter des prix internationaux à court terme, une telle

stratégie poursuivie sur une période de plusieurs années peut s'avérer dangereuse. Les restrictions commerciales, une fois mises en œuvre, sont souvent difficiles à lever sur le plan politique, et ne parviennent pas à instaurer sur les marchés une assez grande discipline garante d'investissements sages de la part des autorités et du secteur privé. Par conséquent, il est possible qu'une restriction des importations visant simplement à éviter une dépendance à l'égard du marché international entraîne le maintien des prix nationaux des produits alimentaires à un niveau élevé de façon permanente, et non pas seulement quand les prix mondiaux sont élevés. La seule solution réelle et durable est d'investir davantage dans l'agriculture afin d'améliorer la productivité.

Incidence des hausses de prix sur les producteurs africains

27. En ce qui concerne les fluctuations des prix des produits, la principale question qui se pose est celle de leur incidence en Afrique. Est-ce que les prix plus élevés ont bénéficié aux agriculteurs locaux, qui ainsi pouvaient produire plus et concurrencer véritablement les importations sur les marchés régionaux? Dans la majorité des cas, il semble que l'aptitude des producteurs à réagir au niveau plus élevé des prix ait été limitée par un accès insuffisant au capital, de mauvaises infrastructures, des technologies limitées, des informations insuffisantes, des intrants rares, et des semences de mauvaise qualité. Ces obstacles se traduisent par des marchés insuffisamment intégrés où les prix varient énormément d'un producteur ou d'un consommateur à l'autre, et également d'une région à l'autre. Au Ghana, par exemple, au plus fort de la flambée des prix mondiaux des céréales, à la mi-2008, le gouvernement a subventionné le prix des engrais et des tracteurs destinés aux producteurs. Ces subventions visaient principalement les producteurs de maïs les plus pauvres. Cependant, même à des prix subventionnés, de nombreux agriculteurs n'avaient pas les moyens d'acheter des engrais, encore moins un tracteur. Au Ghana, le prix des engrais a augmenté de près de 50 pour cent entre avril 2007 et août 2008, avec des écarts de prix de grande ampleur entre les différents marchés locaux, à tel point que le prix du maïs, dans deux villes distantes d'une centaine de kilomètres seulement, passait du simple au triple.

28. Les mêmes problèmes sont survenus au Kenya, pays vulnérable à l'augmentation des prix des engrais et de l'énergie étant donné qu'il importe la totalité du carburant et des engrais. Les prix constants à la production (en dépit de la hausse des prix à la consommation) et l'augmentation des prix des intrants agricoles (triplément du prix des engrais en six mois) et du coût du transport ont sapé les incitations à la production de denrées alimentaires. Cette situation, conjuguée aux troubles civils intérieurs, a conduit à la non préparation, en vue de la campagne de semis 2008, de près de la moitié des terres agricoles du nord de la vallée du Rift (la principale zone de production de maïs).

29. Au Mozambique, la flambée des prix à la consommation des denrées alimentaires s'est fait ressentir fortement mais la taille et la géographie du pays ont limité la répercussion de ces prix sur les agriculteurs. A cause d'un marché agricole fragmenté et de mauvaises infrastructures faisant obstacle aux échanges, les producteurs agricoles n'ont guère de possibilités de tirer profit des revenus relativement élevés et en progression dans les zones urbaines. Le prix du maïs importé de l'Argentine sur le marché de Maputo (la capitale) est le même que le celui du maïs transporté à l'intérieur du pays en provenance du nord. Cela veut dire qu'il est fort probable que la production nationale fasse l'objet d'un commerce avec les communautés rurales proches ou les zones rurales des pays voisins comme le Malawi ou la Zambie, qui connaissent les mêmes problèmes en matière d'infrastructures du marché.

30. En Ouganda, en dépit du renforcement de la demande, la production a été lente à réagir à cause d'une série de facteurs. En tout premier lieu, la production alimentaire est dominée par des petits exploitants travaillant sur 1 ou 2 hectares, et cette fragmentation des terres semblait être la principale cause de la faible productivité. Les producteurs vivriers n'ont pas accès aux marchés du crédit et par conséquent ils n'ont pas les moyens d'acheter des engrais ou des variétés de semences de qualité. Résultat: la fertilité des terres et la qualité des cultures se sont détériorées. Le marché des produits alimentaires (à l'exception du sucre) est totalement libéralisé, ce qui veut

donc dire qu'il n'existe pas de subventions aux intrants ou à la production ni de tarifs douaniers sur les exportations ou les importations. En 2006 et 2007, les dépenses publiques pour l'agriculture représentaient environ 1,5 pour cent des dépenses totales. En l'absence d'organisations paysannes à même de renforcer le pouvoir de négociation des producteurs, les agriculteurs à court de trésorerie tendent à vendre leur production peu de temps après la récolte plutôt que de la stocker et d'attendre des prix plus élevés.

V. Perspectives de reprise

31. Selon les *Perspectives de l'économie mondiale* publiées par le FMI en avril 2010, la reprise de l'économie mondiale a été plus forte que prévue en 2009. Elle est vigoureuse dans les pays émergents et en développement et timide dans certaines économies avancées où la croissance est plus lente et hésitante. Les perspectives de reprise économique, notamment dans les économies avancées, sont extrêmement incertaines et pourraient être révisées à la baisse. Dans ce contexte, seules des politiques monétaires et budgétaires macroéconomiques appliquées avec prudence seront en mesure de soutenir la croissance et l'emploi tout en maîtrisant la dette publique. En 2010, la croissance économique mondiale devrait rebondir, passant de - 0,6 pour cent en 2009 à 4,2 pour cent en 2010. Dans les pays en développement, la croissance devrait retrouver des taux supérieurs à 6 pour cent en 2010 et à moyen terme. En revanche, les pays avancés devraient renouer avec une croissance de 2 à 2,5 pour cent au cours de cette période, après une baisse de plus de 3 pour cent en 2009. Il faudra donc plusieurs années pour recouvrer les revenus perdus et les manques à gagner de la récession.

32. Bien que les principaux indicateurs relatifs à la quantité de produits agricoles fabriqués et consommés au niveau mondial ne soient disponibles à ce jour que sous la forme d'estimations, il semble que le secteur agricole ait de nouveau montré sa formidable capacité d'adaptation aux turbulences macroéconomiques. Il est difficile de dissocier l'incidence de la récession mondiale sur la production et la consommation agricoles sachant que d'autres fluctuations affectent les volumes produits et consommés. La croissance de la production agricole mondiale semble avoir ralenti par rapport à la croissance moyenne des années précédentes. Quant à la consommation mondiale de denrées alimentaires comme le blé et le riz, elle pourrait légèrement ralentir dans certains pays et augmenter dans d'autres. Les stocks des produits alimentaires ont retrouvé des niveaux plus normaux que ceux observés pendant la période de flambée des prix de 2006–08. Par ailleurs, la demande de produits carnés, plus sensibles aux revenus, a été davantage touchée que celle concernant les produits alimentaires de base.

33. La reprise s'affirmant au niveau mondial, la vigueur économique des pays en développement, notamment de nombreux pays parmi les moins avancés, sera importante pour les marchés agricoles et alimentaires et pour la sécurité alimentaire. Sous l'effet de la dynamique des populations et de la croissance rapide des revenus, le rôle joué par les pays en développement dans l'évolution des marchés mondiaux se renforce rapidement. Cependant, bien que la crise économique ait eu pour conséquence principale de faire chuter et de corriger les prix des produits de base par rapport à leurs sommets de 2008 (d'autres ajustements sont à prévoir), ces prix se sont stabilisés après la crise à un niveau qui reste néanmoins relativement élevé. Selon les projections de l'OCDE et de la FAO, les prix des produits agricoles seront de 15 à 40 pour cent plus élevés que lors de la décennie précédant la flambée des prix. Ce renchérissement est dû à plusieurs facteurs, notamment l'accroissement de la demande de produits alimentaires résultant de la hausse des revenus et de l'urbanisation, ainsi que de la demande de matières premières utilisées pour la fabrication de biocarburants. Des coûts d'intrants plus élevés seront un facteur important à prendre en compte, en particulier pour les apports énergétiques. Des prix durablement plus élevés pourraient inciter des pays en développement à faible intensité d'intrants à développer leur production agricole, mais ces prix auront également une incidence négative importante sur les ménages à faible revenu et acheteurs nets de denrées alimentaires. À cet égard, il est capital que la reprise conduise également à une amélioration des perspectives pour les pauvres.

VI. Conclusion

34. La crise financière et la récession qui ont paralysé/immobilisé l'économie mondiale en 2008-09 ont été les périodes de turbulences économiques les plus graves que le monde ait connues depuis plusieurs décennies. L'agriculture a résisté à l'orage en maintenant des niveaux de production et de consommation plus élevés que dans d'autres secteurs. La baisse des prix des produits alimentaires par rapport à leurs sommets historiques a été l'un des principaux ajustements observés, mais ces prix se situent à des niveaux encore bien supérieurs à ceux de la décennie précédant la flambée des prix. La récession a eu une incidence très négative sur les pauvres des pays développés et en développement, notamment à cause d'un taux de chômage très élevé et d'une diminution des envois de fonds. Cette situation pourrait durer si la croissance des économies développées restait timide. Parions néanmoins que la vigueur retrouvée de l'économie mondiale, conduite par la croissance robuste de nombreux pays en développement, permettra de recouvrer rapidement les revenus perdus. Si elle se confirme, elle fournira l'assise nécessaire à la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire.